

COMMISSION DES POUVOIRS EXTRAORDINAIRES  
DU CONSEIL NATIONAL  
*Procès-verbal de la séance du 20 novembre 1941*<sup>1</sup>

Vertraulich

*Es sind anwesend:* 19 Kommissionsmitglieder<sup>2</sup>.

*Dazu:* Herr Bundesrat Pilet-Golaz, Vorsteher des eidg. Politischen Departements,  
später:  
Herr Bundesrat Kobelt, Vorsteher des eidg. Militärdepartements,  
Herr Bundesrat Stampfli, Vorsteher des eidg. Volkswirtschaftsdepartements.

*Entschuldigt:* Die gleichen Kommissionsmitglieder wie gestern<sup>3</sup>, sowie die Herren Abt, Gadiet und Vallotton.

*Vorsitz:* Herr Nationalratspräsident Nietlispach.

2. *Orientierungen durch den Bundesrat (Fortsetzung).*

*Der Vorsitzende* (Herr Nietlispach) begrüsst den Vorsteher des Politischen Departements und erteilt ihm das Wort zur Orientierung der Kommission über die politische Lage.

*M. Pilet-Golaz, Conseiller fédéral:* Ce qui caractérise la situation internationale, c'est que les hostilités ont une tendance à se généraliser. La guerre, loin de se limiter, s'étend toujours à des pays nouveaux, à des peuples nouveaux. L'événement capital de l'année 1941 est la guerre du Reich contre l'URSS<sup>4</sup> qui a entraîné dans le conflit d'autres Etats, soit la Finlande, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, on peut même dire la Bulgarie. En Europe, sur 21 Etats (sans compter la Turquie et l'URSS), 17 sont actuellement en guerre ou occupés; 4 seulement restent en dehors, soit l'Espagne et le Portugal, la Suède et la Suisse. La Suède et la Suisse affirment une politique de neutralité et entendent l'observer. La neutralité de la Suède est occasionnelle, la nôtre traditionnelle.

Le sort a toujours été favorable aux armées allemandes sur terre. Partout elles ont remporté des succès incontestables, sans rencontrer sur terre un adversaire capable de les tenir en échec. L'Angleterre le reconnaît pleinement, ainsi que cela ressort d'un des derniers discours de M. Churchill. Tout récemment

1. Réunion à Berne, au Palais fédéral. Cette séance fait suite à celle qui s'est déjà tenue le 19 novembre.

2. E. Nietlispach, G. Bachmann, B. Bossi, J. Bossi, R. Bratschi, C. Crittin, Ch.-A. Gorgerat, R. Grimm, J. Huber, E. Keller, A. Keller, H. Oprecht, H. Perret, R. Reichling, M.-A. Rohr, H. Stähli, H. Walder, H. Walther, H. Müller.

3. R. Dollfus, M. Quartenoud, A. Schmid.

4. C'est le 22 juin 1941 que l'Allemagne a attaqué l'URSS. Cf. Nos 65, 68, 72 et 73.

encore<sup>5</sup>, en réponse au discours du trône, le Premier anglais n'a laissé aucun doute sur l'impossibilité de créer un front sur terre. Cela ne signifie pas que l'Angleterre s'avère impuissante de manière générale; elle cherche encore à gagner du temps. Sa façon de conduire la guerre consiste à appliquer le blocus sur mer et sur divers continents. Elle a commencé par le blocus à l'ouest qui a été poursuivi au sud (plus bas que la Tunisie, l'Algérie et le Maroc). Elle l'a continué au nord avec l'aide des Etats-Unis depuis 1941; ce sont les pays anglo-saxons qui ont occupé le Groenland, l'Islande et le Spitzberg. L'alliance avec les Soviets, l'occupation de l'Irak, de la Syrie et de l'Iran ont permis de fermer le cercle. On peut dès lors constater qu'après deux années de guerre, l'Axe est maîtresse du continent européen, tandis que les puissances anglo-saxonnes ont réalisé un système de blocus presque sans fissure.

Pour l'Europe, il en résulte une situation très inconfortable. Elle se trouve réduite à ses propres ressources; jusqu'à ce que celles de la Russie européenne puissent être exploitées, il s'écoulera encore des années. L'Europe est donc obligée de se replier sur elle-même. Elle est menacée de la faim, ainsi que de maladies physiques et morales. La Suisse qui se trouve au centre de l'Europe ne peut échapper aux conséquences de cet état de choses; on peut les atténuer, mais nous ne pourrions jouir longtemps encore de notre position spéciale. Si la situation a cessé d'être dangereuse militairement parce que nous ne nous trouvons plus dans la zone stratégique, elle n'en reste pas moins critique au point de vue politique. De ce côté, nous nous trouvons en effet très menacés. La notion de la neutralité est de plus en plus ignorée ou méconnue. De tous les Etats d'Europe, seules la Suède et la Suisse sont neutres. Chez les belligérants les passions l'emportent sur la raison et on ne comprend guère ceux qui veulent être neutres. On les accuse d'indifférence ou même d'hostilité. La neutralité juridique conformément à la Convention de La Haye<sup>6</sup>, qui ne connaît que des dispositions militaires, est trop limitée pour faire face à la situation actuelle. La guerre n'est pas seulement militaire, elle est devenue économique, idéologique. De ce fait, nous devons pratiquer une politique de neutralité. Le Gouvernement suisse est toujours très soucieux, d'observer cette politique de neutralité. Il en découle pour nous des difficultés, comme c'est aussi le cas pour la Suède. M. Pilet-Golaz lit quelques extraits des dernières déclarations du Ministre des Affaires Etrangères de Suède au Riksdag<sup>7</sup>.

Si notre situation est critique au point de vue politique, économiquement nous sommes menacés gravement; c'est notre point faible parce que nous avons affaire au blocus et au contre-blocus il est extrêmement difficile d'obtenir des allègements. Ceux-ci sont seulement possibles s'ils sont consentis par les deux groupes de belligérants. Notre politique extérieure économique est presque à la recherche de la quadrature du cercle. Il faut gagner pour nous les belli-

5. Le 12 novembre. Cf. le rapport politique du Chargé d'Affaires a.i. à Londres, Ch. von Jenner, du 17 novembre 1941 (E 2300 London/35).

6. Convention concernant les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre, du 18 octobre 1907 (RO, 1910, vol. 26, pp. 376 ss.).

7. Sur cette déclaration du Ministre Günther, faite le 28 octobre, cf. le rapport du Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert, du 30 octobre 1941 (E 2300 Stockholm/11).

gérants qui se battent farouchement entre eux. Si jusqu'à cet été, nous avons pu pallier dans une certaine mesure les difficultés en cherchant de nouveaux débouchés, ce sera impossible dorénavant: l'Europe se trouve terriblement appauvrie. L'orateur cite, entre autres, le cas de la Finlande<sup>8</sup> où la situation alimentaire est critique pour ne pas parler de la Grèce<sup>9</sup> où elle est effroyable. Au milieu de cette Europe appauvrie, nous ne pouvons espérer trouver une compensation à ce que nous avons perdu outre-mer; néanmoins, il faut vivre et pour cela nous dépendons de l'Axe qui peut nous abattre économiquement sans même nous battre. C'est pourquoi la Suisse doit tâcher d'entretenir de bonnes relations avec ses voisins de l'Axe. Avec l'Italie, ces relations sont, en fait, bonnes. Notre voisine du sud est très bienveillante pour nous, notamment quant aux problèmes économiques, mais l'Italie est sensible – c'est un pays latin et qui souffre matériellement et moralement. Nos relations avec l'Allemagne sont moins bonnes; politiquement elles sont très correctes, mais leur climat est plutôt tiède, l'atmosphère n'est pas chaleureuse. Elles se sont incontestablement refroidies depuis la campagne de Russie. Il n'a pas échappé aux Allemands qu'une partie de la population suisse se réjouit intérieurement des difficultés qu'ils rencontrent en Russie. Ils savent pourtant que nous ne sommes pas du tout communistes; dès lors ils en concluent que cette réaction psychologique s'explique par défaut de germanophilie. Cela pèse sur nos rapports et les rend délicats. On nous reproche de nous placer hors de la communauté européenne. Nous risquons qu'on nous dise un jour: «Si vous ne voulez pas entendre parler de cette communauté, vivez comme vous voulez, mais vivez aussi comme vous pouvez.» Il va sans dire que les conséquences d'une pareille attitude pourraient être extrêmement graves pour notre pays.

Comment devons-nous chercher à écarter ce danger:

1) Nous devons nous efforcer de penser toujours «suisse». Nous ne devons pas faire ce qui plaît aux uns ou déplaît aux autres, mais uniquement ce qui est dans l'intérêt de la Suisse. C'est de l'égoïsme, oui, mais la politique étrangère d'un Etat doit toujours être nationale d'abord. C'est ce qu'on appelle l'égoïsme sacré.

2) Nous tâchons de nous rendre utiles chaque fois que l'occasion se présente et pour chacun, sans distinction politique. Nous faisons cela en assumant la défense des intérêts étrangers qui sont confiés à notre pays; c'est la tâche de la Division des Intérêts étrangers<sup>10</sup> du Département politique. Le travail de cette Division est apprécié, aussi bien par les uns que par les autres. Après avoir nommé quelques-uns des pays dont la Suisse défend les intérêts actuellement, M. Pilet-Golaz fait entendre que nous pourrions avoir à assumer encore d'autres intérêts plus considérables. C'est là un moyen précieux de maintenir de bonnes liaisons avec chacun; en le faisant, nous gardons ouverte la voie de la paix et le salut de notre pays c'est la paix. Il est aussi réjouissant de constater la confiance qu'ont en nous les belligérants.

Il faut faire plus encore sur le champ humanitaire. Le devoir de notre pays

8. Cf. Nos 45, 128, 276 et 286.

9. Cf. N° 98.

10. Cf. *table méthodique*: 9. Défense des intérêts étrangers.

est d'être là où l'on souffre. Dans ce domaine, il n'existe pas de considérations politiques. Il existe uniquement des considérations charitables. Le seul critère pour la Suisse doit être: est-ce qu'on souffre – oui – alors j'y vais. C'est la raison pour laquelle il a été envoyé une mission sanitaire sur le front russe<sup>11</sup> qui a pour tâche d'être utile tout aussi bien aux blessés russes qu'aux blessés allemands. L'orateur ajoute qu'il étudie actuellement les possibilités de faire quelque chose de semblable pour la Grèce<sup>12</sup> où, à la suite des dernières hostilités, il y a encore nombre de blessés qui ne peuvent être soignés. La réalisation du projet est délicate parce qu'il faut compter avec diverses susceptibilités, c'est pourquoi il ne faut pas que cette action prenne le caractère d'un geste politique; elle ne doit avoir qu'un caractère humanitaire. Après il y aura encore d'autres pays dont le tour viendra. Nous ne voulons le faire ni avec marchandage, ni avec éclat, ni dans un but politique, mais uniquement en demeurant fidèles à nos traditions de charité.

3) Enfin, nous devons maintenir notre cohésion entière. Si nous ne sommes pas unis, nous risquons le pire. Dernièrement, notre baromètre diplomatique est tombé brusquement des deux côtés, du fait que certains se comportaient chez nous comme si nous ne pouvions pas supporter de sacrifices plus grands. A l'étranger, on est enclin à en tirer la conséquence que le peuple suisse n'est pas capable d'une résistance morale suffisante. Heureusement, nous n'en sommes pas là. Certes, nous continuerons à discuter les uns avec les autres, mais nous le ferons dans un esprit de fraternité, sans user de tons discordants qui prêteraient à des interprétations fâcheuses au-delà de nos frontières. Ce n'est pas aux uns plutôt qu'aux autres que s'adressent ces paroles, mais à tous les démagogues de quelque camp politique qu'ils soient. Si l'on est convaincu que nous sommes capables de résister, personne ne pensera à nous faire violence, ni militairement, ni économiquement. Donnons dès lors l'impression que nous sommes unis, pas d'accord sur tout bien entendu, mais que nous discutons fraternellement les uns avec les autres.

Notre but principal est de garantir la liberté et l'indépendance du pays. Pour y arriver, faisons une politique de neutralité active et compréhensive envers tous. Soyons prêts à l'entraide internationale et prêts à supporter les sacrifices que l'avenir exigera de nous avec sang-froid et courage.

Herr *Grimm*: Herr Bundesrat Pilet-Golaz hat die politische Lage mit zutreffenden Worten gezeichnet. Die Schwierigkeiten für unser Land werden noch wachsen. Die Teuerung, die 30% bereits überschritten hat, wird steigen. Die Versorgung mit Rohmaterialien stockt und die letzten Vorräte gehen ihrem Ende entgegen. Trotz dieser düstern Aussichten sieht man kein Zurückgehen der Überzeitarbeit oder der Nachtarbeit in den industriellen Unternehmungen. Solange man profitieren kann, wird profitiert, und wenn das so weiter geht, wird umso rascher die Situation eintreten, dass wir nichts mehr haben. Ist hier nun wirklich die Einsicht des Schweizervolkes, an die der bundesrätliche Redner appelliert hat, vorhanden? Es stimmt bedenklich, wie sehr noch die Erkenntnis mangelt, dass wir heute auf lange Sicht disponieren müssen.

11. Cf. *table méthodique*: 8. Missions médicales sur le front de l'Est.

12. Cf. *note 9 ci-dessus*.

Wohl honoriert Deutschland die Unterschrift, die es unter seine Handelsabkommen<sup>13</sup> gesetzt hat. Doch ist deswegen noch nicht gesagt, dass wir alles, was man uns liefert, auch ins Land hereinbringen. In zunehmendem Masse macht sich der Mangel an Transportmitteln bemerkbar. Es ist vielleicht der grösste kriegswirtschaftliche Fehler, der begangen wurde, dass die Schweizerischen Bundesbahnen keine Kriegsvorsorge in bezug auf das Rollmaterial getroffen haben.

Der Krieg entwickelt sich immer mehr zu einem Kampf von Kontinent zu Kontinent. Unter diesen Umständen wird man vielleicht von uns verlangen, dass wir Farbe bekennen. Erweisen wir uns nicht willig, so wird man uns deshalb wohl noch nicht den Krieg erklären, aber die Zufuhren an Rohmaterialien sperren. Der Redner bedauert in diesem Zusammenhang, dass bis heute noch keine wirtschaftliche Sonderdelegation nach England entsandt worden ist<sup>14</sup>. Es müssen geeignete Leute nach London, um dort wirtschaftlich für uns zu arbeiten, «unbekümmert darum, ob dies Herrn Minister Thurnheer passt». Bereits hat England gegenüber der Schweiz eine Sperre in bezug auf die industriellen Rohstoffe erlassen. Sollte dieser Zustand andauern, so drohen uns ernstliche Versorgungsschwierigkeiten auch von dieser Seite her.

Das Erste, was wir in dieser Situation tun müssen, ist eine strengere Bewirtschaftung der vorhandenen Rohstoffe. Auf diesem Gebiete mangelt es heute stark an Koordination. Sodann müssen wir uns vorsehen, dass wir, falls sich die Lage noch verschlimmern sollte, ein starkes und geeintes Volk vor uns haben. Dafür ist unerlässlich, dass man endlich auch der Arbeiterschaft die politische Gleichberechtigung durch Erweiterung der Regierungsbasis einräumt. Die «innenpolitische Engstirnigkeit», die in gewissen bürgerlichen Kreisen noch besteht (z. B. Regierungsratswahlen in Neuenburg<sup>15</sup>), ist «zum Verzweifeln». Glaubt man denn, dass bei einer Verschärfung der Situation mit schönen Reden und Aufrufen an die Arbeiterschaft alles getan sei? Wenn man es mit dem Lande gut meint, muss man jetzt die nötigen Massnahmen treffen, um der arbeitenden Bevölkerung die ihr längst gebührenden Rechte zu verschaffen. Andernfalls befürchtet der Sprechende schädliche Auswirkungen für das Land; nicht, wie oft gesagt wird, eine Wiederkehr der innenpolitischen Ereignisse des Jahres 1918<sup>16</sup>, sondern, was schlimmer wäre, einen Zusammenbruch oder ein Auseinanderfallen des Ganzen.

Herr *Oprecht* wünscht an den Vorsteher des Politischen Departements verschiedene Fragen zu richten. In der Pariser Presse erschien kürzlich eine Meldung, wonach sich alt Bundesrat Musy in offiziöser Mission in Frankreich aufgehalten habe<sup>17</sup>. In dieser Form ist der Nachricht kaum Glauben zu schenken.

---

13. Cf. N° 82.

14. Cf. *table méthodique*: 2.10.1. Négociations économiques et financières à Londres.

15. *Lors des élections du Conseil d'Etat neuchâtelois en novembre 1941, le Parti libéral et le Parti radical perdent chacun un siège au gouvernement cantonal où sont élus, pour la première fois, un socialiste et un membre du «Ralliement neuchâtelois».*

16. *Allusion à la grève générale de novembre 1918 (cf. DDS vol. 71, table méthodique V: le bolchevisme, le socialisme et les mouvements révolutionnaires).*

17. Cf. Nos 204, 349 et 354.

Dagegen ist es eine Tatsache, dass Herr Musy immer noch einen Diplomatenpass besitzt und gestützt auf diesen bei seinen Reisen im Ausland den Eindruck offiziöser Missionen erweckt. Weshalb hat sich der Bundesrat angesichts der jüngsten politischen Tätigkeit von Herrn Musy noch nicht dazu entschliessen können, diesem den Diplomatenpass zu entziehen?

Gewisse Presseagenturen, die von Schweizern im Ausland betrieben werden, richten heftige Angriffe gegen General Guisan. In diesem Sinne tut sich namentlich der Schweizer Burri in Budapest hervor<sup>18</sup>. Hat das Politische Departement nicht die Absicht, wegen dieser landesfeindlichen Tätigkeit bei den Regierungen der Staaten, auf deren Gebiet sich die Agenturen befinden, vorstellig zu werden?

In der Times erschien unlängst ein Artikel über das Verhältnis der neutralen Staaten zur neuen Ordnung auf dem Kontinent. Es würde den Sprechenden interessieren, zu erfahren, ob dieser Artikel mit dem Aufenthalt von Professor Burckhardt in England im Zusammenhang steht. Hat Herr Prof. Burckhardt dort noch eine andere Mission als die des Roten Kreuzes?

Es wird behauptet, dass im Zusammenhang mit der Errichtung einer neuen Ordnung in Europa die deutsche Regierung einen Schritt in der Schweiz unternommen habe, um unsere Presse gleichzuschalten. Man hätte gedroht, unsere Konsulate im Reiche zu schliessen, wenn die Schreibweise der Presse nicht freundschaftlicher werde. Kann der Vertreter des Bundesrates eine Erklärung hierüber abgeben?

M. *Crittin* remercie M. le Conseiller Pilet-Golaz de son exposé sobre, mais très conséquent. Il déclare pouvoir adhérer de cœur et d'esprit à la politique étrangère du Conseil fédéral. Cependant, un fait l'a frappé, à savoir l'insistance que M. Pilet-Golaz a mise à proclamer l'union du peuple suisse. Il a déclaré qu'à un moment donné, par suite de critiques trop violentes qui s'étaient fait entendre à l'intérieur du pays, immédiatement la Suisse aurait souffert sur le plan diplomatique. Cette nécessité d'union de notre peuple est-elle alors compatible avec l'exclusivisme qui règne dans notre politique intérieure. L'orateur regrette qu'un des plus grands partis, soit le parti socialiste, continue à être exclu du Conseil fédéral. Il se déclare nettement pour la participation des socialistes au Gouvernement, non pas par sympathie pour eux, mais pour réaliser cette union qui semble si nécessaire.

En se référant aux remarques de M. Oprecht au sujet du passeport diplomatique de M. Musy, l'orateur prie instamment le représentant du Conseil fédéral de revoir ce cas et de faire le nécessaire, pour que ce passeport soit retiré au besoin.

Herr *Bratschi* unterstützt die Bemerkungen von Herrn Grimm über die mangelnde Vorsorge an Eisenbahnmaterial. Es fehlt aber nicht nur an Material, sondern auch an Personal. Unter den Verhältnissen, wie sie gegenwärtig bestehen, wird der Verkehr auf die Länge nicht aufrechterhalten werden können. Dies ist die Folge der falschen Verkehrspolitik, die in den letzten 20 Jahren gemacht wurde.

---

18. Cf. N° 93 et annexe II.

Der Redner möchte unterstreichen, was Herr Bundesrat Pilet-Golaz am Schlusse seiner Ausführungen gesagt hat, nämlich dass das Wohl des Landes weitgehend von der innern Haltung unseres Volkes abhängen wird. Um diese Haltung zu gewährleisten, darf das Volk nicht die Überzeugung haben, dass gewisse Kreise Kriegsgewinne machen, während andere darben. Auch sollte der Bundesrat nicht zögern, gegen jede Art Agitation, die sich für die Geschlossenheit des Volkskörpers schädlich erweist, einzuschreiten, so namentlich gegen die Hetze des Bundes der Subventionslosen (Elefant).

Herr *Huber*: Weil sich die unmittelbare Kriegsgefahr von unsern Grenzen entfernt hat, glaubt man vielerorts, man könne wieder Innen- und Wirtschaftspolitik nach alten Methoden treiben. Wenn dies so weitergeht, wird man mit Aufrufen zur Einigkeit nichts erreichen. Man muss die Einigkeit betätigen. Hiezu bedarf es eines Verzichtes der wirtschaftlich Privilegierten. Von einem solchen Verzicht ist bis heute sehr wenig zu sehen. Die Behörden ergehen sich in Ungeschicklichkeiten auf dem Steuergebiet und die Regierungsparteien fahren fort in der bisherigen verblendeten Politik gegenüber der Sozialdemokratie. Am meisten Verständnislosigkeit für die Situation besteht leider in der welschen Schweiz. Sie ist leider in ihrer quasi Gesamtheit ein Zeichen dafür, dass man immer noch glaubt, mit einem Parteienregiment durchzukommen. Wir werden in wenigen Wochen den Entscheid über die sozialistische Initiative über die Volkswahl des Bundesrates<sup>19</sup> fällen müssen. Die Situation ist verfahren. Verantwortlich hiefür ist der Bundesrat, der es abgelehnt hat, einen annehmbaren Gegenvorschlag aufzustellen. Durch die Schaffung solcher Lagen bereitet man das Feld vor, auf dem eine Saat aufzugehen droht, die uns ungemütlich werden kann. Man besorgt die Geschäfte der Demagogen, vorab die des Herrn Duttweiler<sup>20</sup>, der in dieser Richtung eine besonders gefährliche Tätigkeit entfaltet. Der Sprechende hofft gerne, dass es nicht zu spät sein möge für eine richtige Verständigung.

M. *Perret* a suivi avec un vif intérêt l'exposé de M. Pilet-Golaz sur la situation politique de notre pays. Il est très heureux de connaître l'intention du Conseil fédéral d'entreprendre une œuvre de secours en faveur de la Grèce et il tient à remercier dès à présent M. Pilet-Golaz des efforts qu'il voudra faire dans ce sens.

L'orateur a la certitude que la place d'un Conseiller fédéral n'est pas une sinécure et n'est guère enviable par les temps qui courent. Si le parti socialiste veut être représenté au Gouvernement, ce n'est pas pour en retirer des avantages personnels ou matériels. Au contraire, si, comme on le dit, nous voulions placer notre parti au-dessus du pays, nous ne rechercherions pas cette participation qui risque de nous causer bien des difficultés, mais c'est parce que nous voulions placer le pays au-dessus du parti que nous la demandons. La situation actuelle où la classe ouvrière est exclue du Gouvernement provoque un profond malaise. Réalisons donc la collaboration complète; s'il est vrai que certains voi-

---

19. Datée du 29 juillet 1939. Par son arrêté du 25 septembre 1941, le Conseil fédéral décide de soumettre l'initiative au vote populaire, tout en recommandant son rejet (FF, 1941, pp. 60-61). Le 25 janvier 1942, l'initiative sera rejetée par la majorité du peuple et par tous les cantons (RO, 1942, vol. 58, I, p. 275).

sins ne la verraient peut-être pas avec plaisir, ils ne nous envahiront certainement pas à cause de cela, mais nous épargneraient d'autant plus à cause de notre cohésion.

M. *Pilet-Golaz*, *Conseiller fédéral*, tient à répondre à certaines remarques qui ont été formulées au cours de la discussion.

Quant aux questions de M. Oprecht, il ne cache pas qu'il est très déçu de constater une fois de plus combien on est toujours prêt chez nous à prendre au sérieux certains «ragots» qui courent les rues et dont l'invraisemblance devrait pourtant apparaître sans plus.

Il va de soi que M. Musy, ancien Conseiller fédéral, n'a été chargé d'aucune mission officielle ou officieuse lors de son dernier séjour en France. Il a fait un voyage purement privé. Ce n'est qu'au moment où un journal de Paris a dit qu'il se trouverait en voyage officieux et qu'il aurait donné une interview que les esprits se sont enflammés. M. Musy a tout de suite écrit au Chef du Département politique pour l'informer qu'il n'avait accordé aucune interview et qu'il était prêt à lui fournir toutes les explications voulues. Pour ce qui est du passeport diplomatique de M. Musy, le Conseil fédéral n'hésiterait certainement pas à le lui retirer s'il faisait usage de ce document dans un but contraire à la neutralité de la Suisse<sup>20</sup>.

Depuis des semaines, le Département politique intervient à l'étranger pour faire cesser l'activité que déploie le nommé Burri au détriment de notre pays. Malheureusement ces démarches s'avèrent assez difficiles, l'agence de presse dont il s'agit n'ayant qu'un siège fictif à Budapest, tandis que les tracts proviennent d'ailleurs.

M. Oprecht a cité un récent article du «Times» qui traitait de la participation des Etats européens au nouvel ordre du continent. A ce sujet, il doit être déclaré que jamais aucune pression n'a été faite concernant le caractère qu'aurait ce nouvel ordre. En outre, nous n'avons jamais reçu de note de la part du Gouvernement allemand mêlant aux questions de presse celle de l'existence de nos Consulats dans le Reich ou dans les territoires occupés. Si, récemment, nous avons été obligés de fermer un certain nombre de postes dans les régions occupées, il s'agissait d'une mesure frappant tout aussi bien d'autres pays que la Suisse. Pour ce qui est de notre poste à Paris<sup>21</sup>, nous avons même rencontré une bienveillante compréhension.

M. Oprecht demande si M. Burckhardt remplit à Londres une mission politique à côté de celle de la Croix-Rouge. Je me refuserai toujours catégoriquement à donner des explications sur l'activité du Comité International de la Croix-Rouge. Je n'entends pas, pour répondre à des «bobards», compromettre l'activité de cette institution qui se trouve au-dessus de la politique. Le Comité International de la Croix-Rouge est dirigé par un homme des plus pointilleux quant à la neutralité, le Professeur Max Huber. Je m'oppose à mêler ce Comité à nos débats.

On veut toujours voir des menaces là où elles n'existent pas. On colporte

20. Cf. N° 195, note 20.

21. Cf. E 2001 (D) 3/38 et 229.

comme fruits de prétendus rapports des absurdités et quelquefois des mensonges. Je suis bien placé pour démentir tout cela; dans quatre-vingt-dix-neuf cas sur cent, il n'y a aucun bien-fondé. Ces bruits empoisonnent de suspicion l'atmosphère.

M. Grimm parle de la nécessité d'envoyer une mission économique en Angleterre. – Je peux assurer M. Grimm que si aucune délégation n'est partie, ce n'est pas parce que M. le Ministre Thurnheer s'y oppose; il y a d'autres raisons et M. Thurnheer est hors de cause. Aux autres remarques de M. Grimm, qui sont d'ordre économique, je laisse à M. le Conseiller fédéral Stampfli le soin de répondre. Tout ce que je peux déclarer personnellement à ce sujet, c'est que dès le début de la guerre, j'ai toujours été partisan des restrictions les plus sévères pour que nous puissions faire vie qui dure.

Il n'appartient pas au Chef de la politique extérieure de débattre les questions de notre politique intérieure. Il doit rester aussi éloigné que possible de cette politique. Je me bornerai donc à ne dire que quelques mots à ce sujet. L'esprit de collaboration qui donnerait aux socialistes l'accès au Gouvernement devrait se manifester par une juste appréciation des efforts considérables qui ont été faits pour conduire notre pays à travers les difficultés des temps actuels. Y a-t-il en Europe, à part l'Allemagne totalitaire, un pays qui ait été aussi bien préparé à la défense nationale et à l'économie de guerre que le nôtre? Dans le domaine financier, les impôts sont lourds et le resteront, mais toutes les ressources du pays doivent être mises à la disposition de la communauté. C'est par là que nous pourrions défendre notre monnaie et éviter au pays le malheur que serait l'inflation.

On nous dit que si nous prêchons l'union, il faut montrer l'exemple en faisant représenter tous les grands partis au Gouvernement, à quoi je réponds: Vous aussi, montrez l'exemple; ne liez pas l'existence du pays à une question qui vous tient à cœur<sup>22</sup>, mais qui pour l'instant du moins est de seconde importance. En sacrifiant momentanément un désir ardent au bien du pays, vous fournirez la meilleure preuve que vous êtes mûrs pour entrer au Gouvernement.

---

22. Cf. N° 24, note 1.

23. Pilet-Golaz fait allusion à la reconnaissance par la Suisse de l'Union soviétique.